Artefact

Techniques, histoire et sciences humaines

9 | 2018

Techniques, stratégies et alimentation pour temps de guerre

Les documents réglementaires organisant la répartition alimentaire dans les camps de prisonniers de guerre en Union soviétique

Official documents organizing the distribution of food in war prisoners' camps in the Soviet Union

Gaël-Georges Moullec

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/artefact/2899>

DOI : 10.4000/artefact.2899

ISSN : 2606-9245

Éditeur :

Association Artefact. Techniques histoire et sciences humaines, Presses universitaires du Midi

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2019

Pagination : 105-120

ISBN : 978-2-8107-0623-5

ISSN : 2273-0753

Référence électronique

Gaël-Georges Moullec, « Les documents réglementaires organisant la répartition alimentaire dans les camps de prisonniers de guerre en Union soviétique », *Artefact* [En ligne], 9 | 2018, mis en ligne le 04 mars 2020, consulté le 27 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/artefact/2899> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/artefact.2899>

Artefact, Techniques, histoire et sciences humaines est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les documents réglementaires organisant la répartition alimentaire dans les camps de prisonniers de guerre en Union soviétique

Gaël-Georges Moullec

Résumé

Plus de quatre millions d'officiers et de soldats étrangers (Allemands, Japonais, Hongrois, Roumains, Italiens, Polonais...) ont été faits prisonniers par les Soviétiques en 1939-1945. L'écriture de l'histoire de ces prisonniers de guerre détenus en Union soviétique au cours de la Seconde Guerre mondiale repose sur d'importantes recherches mais elles ne commencèrent toutefois, en Russie, qu'à partir de la seconde moitié des années 1990. Cette histoire demeure l'objet d'importants débats politiques en Russie et en Allemagne. L'attention que porte le pouvoir soviétique à l'alimentation de ces prisonniers dépend de divers paramètres : situation militaire ; nombre total de prisonniers et rythme de leur afflux ; situation alimentaire dans l'ensemble du pays ; nécessité de veiller à la relative bonne santé d'une main-d'œuvre indispensable à la reconstruction du pays.

Mots-clés

Allemagne, camp, Seconde Guerre mondiale, prisonniers, rationnement, Union soviétique

” Gaël-Georges Moullec, « Les documents réglementaires organisant la répartition alimentaire dans les camps de prisonniers de guerre en Union soviétique », *Artefact*, 9, 2018, p. 105-120.

Official documents organizing the distribution of food in war prisoners' camps in the Soviet Union

Abstract

More than four million officers and soldiers from Germany, Japan, Hungary, Romania, Italy, Poland... were captured between 1939 and 1945. The writing of the history of prisoners of war held in the USSR during the Second World War is already based on important research, which however began to be conducted in Russia only since the second half of the 1990s. This story is still the subject of important political debates in Russia as well as in Germany. The attention of the Soviet power to the nutrition of these prisoners depends on various parameters: the military situation, the total number of prisoners and the rate of their influx, the food situation in the whole country, the need to ensure the relative good health of a workforce essential to the reconstruction of the country.

Keywords

Germany, camp, Second World War, prisoners, rationing, Soviet Union

A lors que le terme de « GULAG » est entré dans le langage commun pour décrire l'Archipel des camps de prisonniers de droit commun et de prisonniers politiques qui s'étendait sur l'ensemble de l'Union soviétique durant la période stalinienne, le terme de « GUPVI-NKVD » (*Glavnoe upravlenie po delam voennoplennyyh i internirovannyh, Narodnogo komissariata vnutrennih del* – Direction centrale pour les prisonniers de guerre et les personnes internées du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures) est lui beaucoup moins connu. Au total, toutefois, entre 1939 et 1956 – année du retour dans leur pays d'origine des prisonniers considérés comme criminels de guerre –, ce sont plus de quatre millions d'officiers et de soldats qui sont passés par cette structure.

Dans le cas précis de l'histoire de l'Union soviétique et plus largement de celle de la Russie, l'historien se trouve aujourd'hui, plus de soixante-dix ans après les faits, confronté à une réappréciation générale de la période révolutionnaire et communiste. Cette approche renouvelée est née tout à la fois de l'écroulement du régime et de l'idéologie communiste, de l'ouverture des archives soviétiques, et – plus questionnant – de l'utilisation du prisme d'une mise à égalité entre stalinisme et hitlérisme pour écrire l'histoire du premier xx^e siècle¹. Vu au travers de cette nouvelle interprétation, le sort réservé aux prisonniers de guerre en Union soviétique reste aujourd'hui, en Russie comme en Allemagne, un enjeu politique d'importance. Pour légitimer, ou non, un signe d'égalité entre deux formes de régimes non démocratiques de la première moitié du xx^e siècle. C'est du moins ce que montre la polémique récente née des déclarations d'un groupe d'écoliers russes devant le Bundestag. Face aux députés et à certains des principaux dirigeants allemands, ces écoliers russes ont décrit des prisonniers de guerre allemands détenus en Union soviétique au cours du dernier conflit mondial comme des « victimes innocentes », provoquant, par ces déclarations, une violente vague d'indignation ou de soutien, en Russie², à la veille du lancement de la campagne présidentielle pour les élections du 18 mars 2018.

1. François-Xavier COQUIN, « Réflexion sur l'assimilation du stalinisme à l'hitlérisme », *Europe*, 2006, n° 921-922, p. 283-307 ; Michael GEYER, Sheila FITZPATRICK, *Beyond totalitarianism : stalinism and nazism compared*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

2. Pour le détail de cette affaire, voir : <https://www.lecourrierderussie.com/societe/2017/11/lyceen-russe-tempete-mediatique-discours-bundestag/>

Débat d'actualité et recherches historiques cohabitent souvent difficilement. Toutefois, il s'agit ici de reconstruire, au moins en partie et au-delà du débat politique récent mentionné, cet épisode dramatique de la Seconde Guerre mondiale. En premier lieu, un regard porté sur l'historiographie de la question permet de comprendre que les études sur le destin des prisonniers de guerre allemands en Union soviétique s'avèrent récentes, fragmentées, voire encore incomplètes du fait de la complexité du système administratif soviétique et des particularismes locaux dans l'application, ou non, des instructions en provenance de Moscou.

Ensuite, l'analyse des documents réglementaires organisant la répartition alimentaire dans les camps de prisonniers de guerre en Union soviétique, tout comme la confrontation des témoignages recueillis, montre l'existence de conditions différentes d'alimentation des prisonniers selon les périodes du conflit et les afflux de prisonniers. La réflexion souligne également la situation agricole générale du pays, tout comme la permanence du détournement des ressources alimentaires attribuées à ces derniers et la nécessité d'utiliser ces prisonniers dans la production et la reconstruction du pays.

— 108

Enfin, l'étude comparative des taux de mortalité, entre prisonniers de guerre en Union soviétique et prisonniers soviétiques dans les camps du Reich, contribue également à distinguer clairement les buts donnés à l'internement dans les camps de prisonniers allemands et soviétiques, ceci afin d'éviter les amalgames susceptibles de naître dans les appréciations présentées actuellement au grand public à propos de cette période de l'histoire contemporaine européenne.

Un thème d'étude récent et initié de l'étranger

L'écriture de l'histoire des prisonniers de guerre détenus en Union soviétique au cours de la Seconde Guerre mondiale repose déjà sur d'importantes recherches, qui toutefois n'ont commencé à être conduites en Russie que depuis la seconde moitié des années 1990. Chronologiquement, ces publications se répartissent en deux moments particuliers, le premier couvre la période allant des années 1940 à la fin des années 1980, le deuxième débute en 1990.

Initialement, des auteurs tels que L. I. Ginsberg et Â. S. Drabkin³, N. G. Pogrebnoj⁴, se concentrent sur les principales étapes du mouvement antifasciste initié et promu par les autorités soviétiques au sein des prisonniers de guerre⁵. À la même époque, les œuvres de M. F. Vojtenko⁶ proposent des informations détaillées sur la santé des prisonniers.

Entre les années 1960 et les années 1980, ce sont plus particulièrement les souvenirs d'anciens officiers des armées de l'Axe issus des nouveaux pays socialistes (République démocratique allemande, République populaire de Hongrie...), publiés afin d'illustrer l'amitié entre les nouveaux alliés, qui reflètent le plus largement le destin des prisonniers. Ces publications, traductions de qualité en langue russe, décrivent tout particulièrement le quotidien de ceux qui ont choisi une nouvelle ligne politique au moment de leur internement⁷.

En dépit de ces quelques exceptions, durant l'ensemble de cette période, rares sont les études historiques sur le sort des prisonniers. Une telle rareté s'explique tout autant par le manque d'intérêt pour le destin des envahisseurs défaits que par l'accès plus que limité à des sources archivistiques qui auraient pu donner un éclairage particulier sur leur destin.

Alors que dans la première moitié des années 1990, après l'ouverture des archives et la déclassification de nombreux documents, l'intérêt pour ces questions vient principalement des chercheurs étrangers⁸ sans réellement

3. L. I. GINSBERG, Â. S. DRABKIN, *Nemeckie antifašisty v bor'be protiv gitlerovskoj diktatury (1933-1945)*, Moscou, AN SSSR, 1961.

4. N. G. POGREBNOJ, *Deâtél'nost' nemeckih antifašistov v Sovetskom Soûze v gody Velikoj Otečestvennoj vojny*, Avtoreferat dissert., Kiev, KGU im. Ševčenko, 1964.

5. Pour une vision générale des méthodes de propagande, voir Gaël-Georges MOULLEC (dir.), *Dimitrov, Journal 1933-1949*, Paris, Belin, 2006.

6. M. F. VOJTENKO, *Istoričeskij očerk razvitiâ organizacionnyh form specializirovannoi medicinskoj pomoši poražennym i bol'nym na vojne*, Leningrad, VMA im. Kirova, 1966.

7. Voir en particulier : R. PETERSHAGEN, *Mâtežnaja sovest'* (traduit de l'allemand par L. F. Rudnaâ), Moscou, Voenizdat, 1959 ; G. VEL'C, *Soldaty, kotoryh predali : Zapiski byvshego oficera vermahta* (traduit de l'allemand par G. Rudyj), Moscou, Mysl', 1965 ; O. RÛLE, *Iscelenie v Elabuge : Memuary* (traduit de l'allemand), Moscou, Voenizdat, 1969 ; L. ŠTEJDLE, *Ot Volgi do Vėjmara : Memuary nemeckogo polkovogo komandira polka 6-j armii Paulûsa* (traduit de l'allemand), Moscou, Progress, 1975 ; D. GERGENI, *Odin iz pervyh* (traduit du hongrois), Moscou, Voenizdat, 1970.

8. Les travaux les plus complets sur cette administration soviétique ont été menés par le chercheur autrichien Stefan Karner. Voir, en particulier : Stefan KARNER, *Im Archipel GUPVI, Kriegsgefangenschaft und Internierung in der Sowjetunion 1941-1956*, Vienne-Munich, Oldenbourg Verlag, 1995 (Kriegsfolgen-Forschung, Bd I) ; *id.*, « Die sowjetische Hauptverwaltung für

marquer l'historiographie russe de l'époque, surgissent, durant la seconde moitié des années 1990, des études originelles majeures sur les conditions d'internement et de travail mais aussi sur les aspects sanitaires relatifs à la détention des prisonniers de guerre en Union soviétique. Ces premiers travaux sont souvent issus des recherches menées dans la thèse et les monographies de V. B. Konasov⁹. Le « travail idéologique » conduit avec les prisonniers a été étudié par I. V. Vlasova¹⁰, les relations entre les autorités soviétiques et le Comité national « Allemagne libre » – regroupant les prisonniers « politiquement conscients » – ont été abordées par V. A. Vsevolodov¹¹. Les activités du GUPVI-NKVD sont présentées en détail par I. V. Bezborodova¹², les conditions de travail des prisonniers par S. G. Sidorov¹³, les questions liées à la responsabilité juridique des criminels de guerre nazis sont étudiées par A. E. Epifanov¹⁴ et celle du statut juridique des prisonniers de guerre par T. A. Šelokaeva¹⁵.

En France, ces études se limitent au cas particulier de la détention et du rapatriement de « Malgré-nous », ces jeunes Alsaciens et Mosellans originaires des territoires français annexés par le Reich en 1940, incorporés de force dans la Wehrmacht et envoyés sur le front de l'Est. Leur destin est

Kriegsgefangene und Internierte. Ein Zwischenbericht », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1994, 3, p. 447-471 ; *id.*, « Deutsche Kriegsgefangene und Internierte in der Sowjetunion, 1941-1956 », dans *Problemy voennogo plena. Istorija i sovremenost'*, recueil d'articles, Vologda, Vologodskij institut povyšeniâ kvalifikacii i perepodgotovki pedagogičeskikh kadrov, 1997.

9. V. B. KONASOV, *Sud'by nemeckikh voennoplennykh v SSSR : diplomatičeskie, pravovye i političeskie aspekty problemy : Očerki i dokumenty*, Vologda, Vologodskij institut povyšeniâ kvalifikacii i perepodgotovki pedagogičeskikh kadrov, 1996.

10. I. V. VLASOVA, *Rabota s voennoplennymi v tylovykh rajonah sovetskikh frontov v gody Velikoj Otečestvennoj vojny*, Avtoreferat dissertacii, Moscou, Institut voennoj istorii Ministerstva oborony Rossijskoj Federacii, 1994.

11. V. A. VSEVOLODOV, *Tragediâ plena : sbornik materialov Meždunarodnoj naučno-praktičeskoj konferencii « Okončanie vojny, zaveršenie deâtel'nosti NKSG/SNO i načalo repatriacii voennoplennykh »*, recueil d'articles, Krasnogorsk, Memorial'nyj muzej nemeckikh antifašistov, 1996.

12. I. V. BEZBORODOVA, « Inostrannye voennoplennye i internirovannye v SSSR : iz istorii deâtel'nosti Upravleniâ po delam voennoplennykh i internirovannykh NKVD-MVD v poslevoennyj period », *Otečestvennaâ istoriâ*, 1997, n° 5, p. 165-173.

13. S. G. SIDOROV, *Trud voennoplennykh v SSSR v 1939-1956 gg.*, Volgograd, Izdatel'stvo Volgogradskogo gosudarstvennogo universiteta, 2001.

14. A. E. EPIFANOV, *Otvetstvennost' gitlerovskikh voennykh prestupnikov i ih posobnikov v SSSR (Istoriko-pravovoj aspekt)*, Volgograd, Volgogradskij Ūrudičeskij institut, 1997.

15. T. A. ŠELOKAEVA, *Pravovoj status inostrannykh voennoplennykh v SSSR (1939-1956)*, Avtoreferat dissert., Ekaterinburg, Ural'skaâ gosudarstvennaâ ūrudičeskaâ Akademiâ, 2000.

l'objet de diverses publications à partir des années 1970¹⁶, puis d'études plus détaillées à partir des années 1990¹⁷.

Enfin, au cours des dernières années, en Russie, les recherches se concentrent plus particulièrement sur le sort des prisonniers japonais¹⁸, deuxième contingent en nombre après celui des Allemands, ainsi que sur l'utilisation des prisonniers dans l'effort soviétique de reconstruction qui suit le second conflit mondial¹⁹ et, aussi, sur les études par camp conduites sur la base de l'exploitation des archives régionales²⁰. En revanche, l'étude de la condition alimentaire des prisonniers croisant documents officiels et témoignages reste encore à écrire.

Le GUPVI-NKVD : règlements et répartition alimentaire

Le 19 septembre 1939, deux jours après le début de l'attaque de la Pologne par les troupes soviétiques, l'administration en charge des prisonniers de guerre est créée avec l'adoption du *prikaz* n° 0308 du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures « Sur l'organisation des camps de prisonniers

111 —

16. Voir, en particulier, le numéro spécial de *Saisons d'Alsace*, n° 39/40, été-automne 1971, consacré aux Malgré-nous et contenant des témoignages de survivants.

17. Un livre destiné au grand public marque cette nouvelle période. Voir : Pierre RIGOUT, *La tragédie des Malgré-nous. Tambov, le camp des Français*, Paris, Denoël, 1990. Des études sont aussi conduites sur ce thème, voir Catherine KLEIN-GOUSSEFF, *Retours d'URSS – Les prisonniers de guerre et internés français dans les archives soviétiques 1945-1951*, Paris, CNRS Éditions, 2001 ; Gaël-Georges MOULLEC, « Alliés ou ennemis ? Le GUPVI-NKVD, le Komintern et les "Malgré-nous". Le destin des prisonniers de guerre français en URSS (1942-1955) », *Cahiers du monde russe*, n° 42/2-4, avril-décembre 2001, p. 667-679 ; Gaël-Georges MOULLEC, *Les prisonniers de guerre français en URSS (1942-1955). Catalogue des fonds russes*, Paris, secrétariat d'État aux Anciens combattants, 1998.

18. S. V. SEREBRENNIKOV, « Prodovol'stvennoe obespečenie japonskih voennoplennyh na territorii Sibiri i Dal'nego Vostoka SSSR (1945-1950) (Stranicy otečestvennoj istoriografii) », *Istoričeskaâ i social'no-obrazovatel'naâ mysl'*, 2017, vol. 9, n° 4/1, p. 64-80 ; S. V. SEREBRENNIKOV, « Medicinskoe obsluživanie japonskih voennoplennyh v lagerâh i specgospitalâh Sibiri i Dal'nego Vostoka SSSR (1945-1950) (Voprosy otečestvennoj istoriografii) », *Manuskript*, 2017, vol. 10 (84), en 2 parties, partie 1, p. 152-159.

19. M. A. ORLOV, Normativno-rasporâditel'nye dokumenty v fondah organizacij promyšlennosti i stroitel'stva kak istočnik po istorii lagerej voennoplennyh i internirovannyh NKVD-MVD SSSR (na primere Gosudarstvennogo arhiva Kemerovskij oblasti), *Obščestvo : filosofija, istoria, kul'tura*, 2018, n° 1, p. 1-8.

20. Pour une approche région par région, voir M. M. ZAGORUL'KO, *Regional'nye struktury GUPVI NKVD-MVD SSSR, 1941-1951 : očetno-informacionnye dokumenty*, Vologda, 'Izdatel', 2005.

de guerre ». Ceci alors que les Polonais, face à une campagne soviétique éclair, se rendaient en masse afin de ne pas être fait prisonniers par les Allemands. Le premier point de ce texte prévoyait la création d'une « Direction pour les affaires des prisonniers de guerre (UPVI) auprès du NKVD »²¹. Dès le 2 octobre 1939, cette nouvelle structure, qui ne comptait initialement que 56 personnes, doit faire face à l'arrivée de 452 536 militaires polonais, dont 18 789 officiers²². Dans les premiers temps, cette direction, en charge de prisonniers de guerre, fut placée sous la responsabilité de V. V. Černyšov, adjoint au commissaire du peuple aux Affaires intérieures, responsable de la Direction générale des camps (GULAG-NKVD)²³. Ceci explique que de nombreux anciens fonctionnaires du GULAG soient alors amenés à travailler dans les nouvelles structures s'occupant des prisonniers de guerre.

Au terme de la Grande guerre patriotique (1941-1945), l'Union soviétique compte un réseau de 267 camps de prisonniers de guerre²⁴. Au total, selon les données archivistiques, ce sont 3 899 397 prisonniers de guerre dont 2 079 717 soldats ou officiers allemands et militaires des pays alliés de l'Allemagne (Japon, 590 830 ; Hongrie, 526 604 ; Roumanie, 181 967 ; Autriche, 156 966 ; Italie, 48 957...) qui passent par les camps du GUPVI entre 1941 et 1945²⁵.

21. La meilleure somme documentaire sur le GUPVI est le volume publié sous la direction de M. M. ZAGORUL'KO, *Voennoplennyye v SSSR 1939-1956. Dokumenty i materialy*, Moscou, Logos, 2000.

22. *Grif sekretnosti snât. Poteri Vooružennyh sil SSSR v voynah, boevykh dejstviâh i voennykh konfliktah*, Moskva, Voenizdat, 1993, p. 86.

23. Après le 22 juin 1941 et la fusion du NKVD et du NKGB (*Narodnyj Komissariat gosudarstvennoj bezopasnosti SSSR* – Commissariat du peuple à la sûreté de l'État de l'URSS) en un seul commissariat, la responsabilité des camps de prisonniers de guerre passe sous la férule d'I. A. Serov, en charge également des forces de police, de la lutte anti-incendie, de lutte anti-aérienne locale et des prisons. La responsabilité des prisonniers de guerre est dévolue au 1^{er} mars 1943 à S. N. Krouglov.

24. Selon leur état de santé et les besoins économiques, les prisonniers peuvent être redirigés temporairement vers l'un des 178 hôpitaux spéciaux ou l'un des 392 bataillons de travail.

25. Les Archives du GUPVI, l'administration soviétique en charge des prisonniers de guerre étrangers et des étrangers internés en Union soviétique, sont regroupées au Centre de conservation des collections historiques et documentaires (*Centr braneniâ istoriko-dokumental'nyh kollekcij – CHIDK*), anciennes « Archives spéciales » et comprennent 168 fonds couvrant la période de 1939 à 1960. Créées en mars 1946, les « Archives spéciales » conservent initialement les collections d'origine étrangère évacuées d'Europe centrale à la fin de la Seconde Guerre mondiale par les troupes de l'Armée soviétique (Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie). En 1960, ces Archives reçoivent des fonds en provenance du GUPVI-NKVD. Placée sous la responsabilité de la Direction générale des archives, pour la conservation et sous la responsabilité du Comité à la sûreté de l'État (*KGB – Komitet gosudarstvennoj bezopasnosti*) pour l'utilisation, l'existence de ces Archives du GUPVI a

Entre 1941 et 1948, parmi les réglementations qui firent le plus l'objet de modifications figurent celles concernant les normes d'alimentation des prisonniers. En effet, une dizaine de directives du GUPVI a successivement redéfini le nombre et la répartition des aliments en fonction du grade (généraux, officiers, soldats), du travail effectué par les prisonniers et de leur état de santé. Ainsi, la dernière directive du GUPVI-NKVD concernant la répartition alimentaire adoptée durant le second conflit mondial, le 19 mai 1945, définit cinq normes principales pour la nourriture, selon le grade et l'état de santé des prisonniers.

La norme générale (norme n° 1) pour les soldats et les sous-officiers comprenait par jour : pain de seigle, 600 g ; céréales, 110 g ; nouilles, 10 g ; viande, 30 g ; poisson, 100 g ; lard, 15 g ; huile végétale, 15 g ; purée de tomates, 10 g ; sucre, 17 g ; thé, 2 g ; sel, 30 g ; feuilles de laurier, 0,2 g ; poivre, 0,3 g ; vinaigre, 2 g ; pommes de terre, 600 g ; choux, 170 g ; carottes, 45 g ; betteraves, 40 g ; oignons, 35 g ; fines herbes, 10 g²⁶.

Cette norme générale se trouvait modifiée dans plusieurs cas. Ainsi, les prisonniers affaiblis, mais non hospitalisés ou atteint de dystrophie, voyaient leur ration de pain s'élever à 750 g par jour et les rations de sucre, graisse, pommes de terre et légumes étaient augmentées de 25 %. Les prisonniers employés à des travaux physiques intensifs bénéficiaient automatiquement d'une augmentation de leur ration. De plus, un complément était attribué selon le taux d'accomplissement ou de dépassement de la norme journalière de travail qui leur était fixée. Dans les meilleurs cas, la ration de pain pouvait atteindre 900 g par jour, le reste de la ration étant augmenté de 25 %. En revanche, les prisonniers condamnés à une peine de cachot ou sous le coup d'une enquête voyaient leur ration alimentaire journalière drastiquement réduite : pain de seigle, 400 g ; céréales, 62 g ; poisson, 55 g ; huile végétale, 7 g ; sucre, 7 g ; sel, 7 g ; pommes de terre, 200 g ; légumes, 200 g. De leur côté, les prisonniers inscrits dans les cours antifascistes recevaient 700 g de pain au lieu des 600 g attribués selon la norme générale.

été mentionnée pour la première fois dans la presse soviétique en février 1990. En 1999, les fonds du CHIDK sont rattachés à ceux des Archives militaires russes d'État (*RGVA – Rossijskij gosudarstvennyj voennyj arhiv*). Pour ces chiffres, voir : CHIDK, 1/01°/15a/92-95.

26. M. M. ZAGORUL'KO, *Voennoplennye v SSSR 1939-1956. Dokumenty i materialy*, Moscou, Logos, 2000, p. 381-382.

À cette norme et aux diverses sous-catégories énoncées s'ajoutaient les normes suivantes, adaptées au grade et à la condition physique des prisonniers : norme n° 2, pour les prisonniers atteints de dystrophie ; norme n° 3, pour les prisonniers hospitalisés ; norme n° 4, pour les généraux ; et, enfin, norme n° 5, pour les officiers²⁷.

Le 28 septembre 1945, des normes adaptées au régime alimentaire des prisonniers japonais sont mises en place par la circulaire n° 001117/0013, là aussi sous la forme de quatre normes différentes selon les grades et l'état de santé. Les rations de pain sont diminuées de moitié mais remplacées, à poids égal, par des rations de riz ; un condiment de la cuisine japonaise, le *miso* – pâte de soja fermentée – est aussi ajouté dans les rations quotidiennes²⁸.

Toutefois, les variations enregistrées dans les documents officiels déterminant les normes alimentaires des prisonniers ont souvent été en fait le fruit de la conjoncture plus que de la volonté administrative. Par exemple, en juillet 1941 juste après l'invasion allemande en URSS du 22 juin 1941, la norme de pain (aliment de base et donc référence la plus communément usitée par les détenus) a baissé de moitié par rapport à celle définie en 1939, passant de 800 à 400 grammes, tandis que la viande était supprimée des rations.

De même, en août 1942, après l'offensive allemande du printemps et les premiers combats à Stalingrad, la circulaire n° 353 du NKVD abolissait toute différenciation dans les normes de nourriture²⁹. Désormais, tous les prisonniers, quel que soit leur état de santé, se virent octroyer la ration minimum prévue par les règlements, hormis ceux qui travaillaient et qui continuaient de recevoir un complément de 100 g de pain. Un tel déficit de nutrition était alors responsable de 80 % de la mortalité et du fait que plus de 70 % des malades souffraient de dystrophie ou d'avitaminose, voire des deux.

27. Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF – *Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii*), GARF, R-9401/1/724/257-268.

28. GARF, R-9401/1/729/473-483.

29. Circulaire n° 353 du NKVD du 25 août 1942. Voir : *Glavnoe upravlenie po delam voennoplennyh i internirovannyh NKVD-MVD SSSR. 1941-1952. Otčetno-informacionnye dokumenty i materialy*, Volgograd, Volgogradskoe naučnoe izdatel'stvo, 2004, p. 1010.

En avril 1943, alors que le nombre de prisonniers de guerre avait considérablement augmenté après la capitulation des troupes allemandes à Stalingrad deux mois plus tôt, que leur état de santé était jugé alarmant et qu'il s'agissait d'organiser plus rationnellement leur emploi dans les différents chantiers de production, une nouvelle circulaire rehaussa la quantité de calories quotidiennes et précisa les quotas de rations alimentaires en fonction des normes de travail effectuées par les détenus. Toutefois, la circulaire d'avril 1943 ne conduisit pas à une amélioration sensible de l'état de santé des prisonniers.

Adoptée par le GUVPI-NKVD en octobre 1944 dans le règlement consacré aux prisonniers de guerre (*Položenie o voennoplennyh*), la norme officielle prévoyait pour les prisonniers aptes au travail la ration journalière suivante³⁰ : pain de seigle, 600 g ; céréales, 70 g ; viande, 30 g ; poisson, 50 g ; lard, 10 g ; sucre, 17 g ; pommes de terre, 400 g ; choux, 200 g ; soit un total journalier de plus de 2 400 calories³¹. Une telle différence entre cette norme officielle et la ration réellement servie aux prisonniers met en évidence l'ampleur des détournements. En octobre 1944 et mai 1945, les rations furent augmentées, la norme minimale de pain fut fixée à 600 g, quel que soit le travail effectivement accompli.

Au terme du conflit, les normes introduites en mai 1945 commencèrent à amoindrir la mortalité enregistrée qui passa mensuellement, autant qu'il soit possible de l'estimer, de 3 à 1,6 % entre le début et la fin de cette année-là. Afin de remédier au déficit alimentaire chronique, l'administration du GUPVI décida en juillet 1945 de créer des exploitations agricoles auxiliaires auprès des différents camps et d'organiser des groupes pour cueillir des herbes alimentaires sauvages (oseille, orties, plantain, pissenlits...) et des champignons³².

30. GARE, R-9401/205/1212/23.

31. GARE, R-9401/1/724/257-268.

32. Circulaire n° 133, 21 juillet 1945. Voir : E. Ū. BONDARENKO, « Voennoplennye... Formirovanie i deatel'nost' upravleniâ po delam voennoplennyh i internirovannyh NKVD-MVD SSSR na Dal'nem Vostoke Rossii (30-e – 50-e gody XX v.) », *Rossia i ATR*, 2003, n° 4, p. 58.

Le GUPVI-NKVD : la réalité alimentaire au quotidien

Le sort réservé dans les camps de prisonniers aux « Malgré-nous », ces Français, Alsaciens-Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande et, majoritairement, désertant vers l'Armée rouge à la première occasion, permet de juger la différence existant entre les rations alimentaires réglementaires et celles réellement servies aux prisonniers. Ces prisonniers ne disposaient pas d'un traitement particulier, hormis le fait d'être peu à peu rassemblés dans un camp unique et d'être libérés plus rapidement que les autres prisonniers de guerre à la fin du conflit.

Ouvert en 1942, le camp n° 188, situé près du village de Rada, dans la région de Tambov, ne compte que trois Français en juin 1943 puis, une fois prise la décision d'y rassembler les prisonniers français, leurs effectifs augmentent rapidement en ce lieu : 42 en août 1943, 394 en octobre et 412 en novembre de la même année³³. En janvier 1944, le camp de Tambov compte 1 039 Français sur les 2 751 prisonniers de plus de quinze nationalités différentes qui y sont internés³⁴. Les effectifs du camp culminent au début du mois de septembre 1945 avec près de 11 000 prisonniers français, pour la plupart renvoyés peu après en France.

La vie quotidienne du camp est rythmée par les périodes de travail, un maigre repas et l'éducation politique. Au-delà des activités liées à l'entretien habituel du camp, des gardiens et des prisonniers, ces derniers sont astreints à des travaux physiques particulièrement éprouvants : coupe et transport du bois dans les forêts entourant le camp, construction d'une écluse ou encore extraction de tourbe. Ces travaux, exécutés quelles que soient les conditions climatiques, se révèlent d'autant plus exténuants que l'organisme des prisonniers se trouve affaibli par les maladies et la médiocrité des rations alimentaires réellement servies. Ainsi, les rapports sanitaires établis par les autorités françaises au retour des « Malgré-nous » faits prisonniers en Union soviétique s'avèrent-ils accablants. Pour le quart d'entre eux, les détenus étaient atteints du typhus et 15 % de la

33. Les chiffres cités sont issus des rapports politiques (*Politdoneseniâ*) mensuels rédigés par la direction du camp à l'intention de l'administration centrale du GUPVI. Voir : CHIDK, 52/5/3/86, 112, 139, 152.

34. CHIDK, 52/5/11/5.

tuberculose. La dysenterie infectieuse, la pneumonie et la pleurésie provoquaient également des ravages. Enfin, tous les prisonniers accusaient d'importantes pertes de poids. À leur retour, le poids moyen des prisonniers, calculé sur un échantillon de 1 400 personnes, se limite à 42 kilogrammes. Ainsi, selon les témoignages des anciens prisonniers alsaciens-mosellans de Tambov, « la ration journalière contenait 600 grammes de pain noir, trois soupes, une portion de bouillie de céréales » pour les prisonniers de la première catégorie physiquement aptes au travail. De l'été 1944 à l'été 1945, chaque détenu ne recevait que l'équivalent de 1 340 calories par jour. Des rations « améliorées » étaient servies aux malades mais les prisonniers mis au cachot, souvent pour une faute bénigne, ne recevaient que 400 g de pain et une demi-portion de soupe³⁵.

Plus rapidement libérés que les autres prisonniers, la grande majorité des « Malgré-nous » n'est pas confrontée aux conditions terribles des années 1946-1947 quand, face à la crise alimentaire qui touche l'ensemble du pays et se transforme en famine dans certaines régions, la direction du GUPVI décide de diminuer encore les rations alimentaires³⁶ et d'interrompre la distribution de repas chauds dans les camps de prisonniers³⁷.

Détournements, carences et taux de mortalité

Une fois les hostilités achevées, le sort des prisonniers de guerre, après avoir grandement dépendu des aléas militaires du conflit qui déterminaient les arrivées massives de nouveaux prisonniers (Stalingrad, offensives de 1944, capitulation allemande, reddition de l'armée japonaise de Guandong stationnée en Manchourie et en Corée), dépend plus directement de la situation agricole générale de l'Union soviétique au sortir du conflit mondial.

Dans un premier temps, la pénurie de légumes, liée au début de la sécheresse de l'été 1945, semble avoir été directement à l'origine des mesures de limitation prises. Jusqu'à l'automne 1947, la situation empira, surtout dans les camps situés dans les républiques occidentales de l'Union soviétique qui

35. Gaël-Georges MOULLEC, *Les prisonniers de guerre français en URSS (1942-1955). Catalogue des fonds russes*, Paris, secrétariat d'État aux Anciens combattants, 1998, p. 21.

36. Directive n° 244 du MVD, 1^{er} octobre 1946. GARF, R-9401/12/205-12/389.

37. Télégramme n° 274 du MVD, 14 octobre 1946. GARF, R-9401/12/205-17/256-256v.

furent particulièrement affectées par la disette générale – tournant à la famine³⁸ – qui se déclara en 1946-1947 à la fois en raison d’une très forte sécheresse et d’une mauvaise gestion agricole. La ration officielle de calories quotidiennes pour les prisonniers de guerre passa alors de 3 200 à 2 300 au 1^{er} décembre 1946, à l’exception de ceux remplissant intégralement les normes de production³⁹. Dans un tel contexte d’extrême indigence, les responsables des services de santé recommandèrent l’utilisation de plantes sauvages pour enrichir l’alimentation des détenus en vitamines.

La situation d’urgence décrétée dans les 109 camps du GUPVI prit officiellement fin en avril 1947. Les ravages causés par la sous-alimentation des détenus donnèrent lieu à des mesures disciplinaires à l’égard des responsables locaux du GUPVI. Ainsi, 10 chefs de camps et 31 adjoints furent démis de leurs fonctions. En 1947, 1 527 cas dits de « pillage » (détournement des produits) ou de mauvaise utilisation des aliments (avariés) furent enregistrés⁴⁰.

Ces déviances relevées ne cessèrent pas avec le rétablissement progressif de la situation de l’agriculture. De ce point de vue, significative est l’ordonnance du ministère des Affaires intérieures de 1948 concernant les défauts d’approvisionnement et dénonçant les convois de prisonniers de guerre en cours de rapatriement. En effet, les convois de rapatriement restaient théoriquement l’objet d’une attention spécifique car il importait de renvoyer les prisonniers dans l’état le plus convenable afin d’éviter, autant que possible, toute critique de la part des pays de destination. Or, y compris

38. Sur cette question, les chiffres des victimes divergent selon les auteurs. Ainsi, pour A. V. Shalak, la famine de 1946-1947 conduisit au décès de 200 000 à 300 000 personnes. Voir A. V. ŠHALAK, « Golod v 1940-e gg. : ocenka maštbov i social’naâ geografiâ (na primere Vostočnoj Sibiri) », *Irkutskij istoriko-ekonomičeskij ežegodnik*, 2010, p. 122-133. V. F. Zima indique que « durant la période allant de 1946 à 1948, la famine et les épidémies qui la suivirent, y compris le typhus, conduisirent à la mort de près de 2 millions de personnes ». V. F. ZIMA, *Golod v SSSR 1946-1947 godov : proischoždenie i posledstviâ*, Moskva, Institut Rossijskoj istorii RAN, Moskva, 1996, p. 11.

39. *Prikaz*, n° 450, 15 novembre 1946. GARF, R-9401/1/776/22-35.

40. Dès janvier 1947, dans une lettre confidentielle diffusée au sein du MVD, le ministre des Affaires intérieures S. Krouglov note, au cours des derniers mois écoulés, « une brusque dégradation de l’état physique et une hausse de la mortalité au sein des prisonniers de guerre ». Alors que les responsables locaux du GUPVI insistent sur la baisse des normes de ravitaillement pour expliquer une telle situation, la direction du MVD pointe les détournements commis dans l’ensemble de la structure « suite aux difficultés de ravitaillement rencontrées dans l’ensemble du pays ». Voir : Lettre confidentielle du MVD SSSR n° 21 « Sur la lutte contre les détournements et les gaspillages des produits alimentaires dans les camps de prisonniers », 25 janvier 1947. GARF, R-9401/1a/257/26-29.

dans ce contexte plutôt favorable, les carences demeuraient manifestes. Néanmoins, la situation alimentaire des prisonniers de guerre s'améliora dans les années qui précédèrent les rapatriements massifs. Le décret de décembre 1947 réévalua à la hausse les rations et la possibilité d'acheter des produits alimentaires dans les vétustes kiosques des camps fut encouragée. Cette dernière mesure accompagnait l'effort d'émulation pour accroître la productivité de la main-d'œuvre détenue.

Avec un taux officiel de pertes dans les camps de l'ordre de 5,7 %, les Français – tout comme les Néerlandais (4,2 %), les Luxembourgeois (5,6 %), les Yougoslaves (6,2 %), les Danois (7,7 %) et les Belges (8,8 %) – figurent parmi les prisonniers les moins maltraités. Le taux des pertes allemandes s'élève à 15 % et reflète la moyenne générale. Enfin, les Roumains et surtout les Italiens (avec des taux de pertes de 29,1 % et de 56 % respectivement) semblent avoir été soumis à des conditions de captivité particulièrement dures. Ces chiffres officiels⁴¹ qui n'étaient pas produits pour être communiqués en dehors d'un petit cercle de dirigeants et de très hauts fonctionnaires, reflètent une réalité qui nécessite les précisions suivantes. Ces données statistiques ne sont pas établies pour compter le nombre réel de prisonniers de l'Armée rouge ou leur taux de survie mais pour attester l'activité et les résultats du GUPVI dans la gestion des masses de prisonniers. Elles ne reflètent donc que les taux de pertes au sein du système du GUPVI, une fois les prisonniers arrivés dans leur camp d'internement permanent, souvent plusieurs semaines ou mois après leur capture.

Conclusion

Au terme de cette enquête, essentiellement fondée sur des données archivistiques, il ressort que l'attention portée par le pouvoir soviétique aux prisonniers de guerre dans le domaine de l'alimentation est fixée au regard des principaux paramètres suivants : la situation militaire face à l'Allemagne et à ses alliés ; le nombre total de prisonniers et le rythme de leur afflux au temps T ; la situation alimentaire dans l'ensemble du pays, cela en particulier au terme du conflit armé ; ou encore la nécessité de veiller à la relative bonne santé d'une main-d'œuvre indispensable à la reconstruction du pays. Ces paramètres se modifient régulièrement et ces variations rendent

41. Gaël-Georges MOULLEC, *Les prisonniers de guerre français en URSS (1942-1955)*, op. cit., p. 306.

plus difficile tout jugement d'ensemble. Toutefois, un point semble ressortir clairement des documents officiels et des politiques conduites : quels que soient le degré d'adaptation de la politique suivie envers les prisonniers de guerre et les conséquences dans leur vie quotidienne, il ne se dessine pas une politique différente de celle appliquée aux détenus soviétiques dans les camps de droits communs⁴².

En revanche, elles ne sont en rien comparables à celles des prisonniers de guerre soviétiques dans les camps allemands où, sur 6,3 millions de soldats et d'officiers soviétiques capturés de 1941 à 1945, seuls 2,4 millions réussissent à survivre au terme du conflit, soit un taux de mortalité de près de 62 %⁴³. Si les conditions d'internement dans les camps de prisonniers de guerre en Union soviétique étaient éprouvantes, voire impitoyables mais fluctuantes et en cohérence avec le sort du reste de la population, les conditions insoutenables imposées aux prisonniers soviétiques dans les camps du Reich avaient, elles, une raison d'être autre. Le but de l'internement était l'extermination pure et simple des prisonniers à plus ou moins longue échéance par une famine et une absence de soins voulues, souhaitées et organisées.

L'auteur

Gaël-Georges Moullec, docteur en Histoire, conseiller Russie et Eurasie à l'Académie des sciences de France, a publié : *Pour une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Les relations franco-soviétiques 1956-1974*, Paris, Éditions de Paris, 2016 ; *Ot Atlantiki do Urala. Sovetsko-francuzskie otnošeníâ. 1956-1973* [De l'Atlantique à l'Oural. Les relations soviéto-françaises, 1956-1973], Moscou, MFD, 2015 ; *Dimitrov, Journal 1933-1949*, Paris, Belin, 2006. ; *Le KGB dans les Pays Baltes*, Paris, Belin, 2005 ; *Rapports secrets soviétiques. La société russe dans les documents confidentiels (1921-1991)*, Paris, Gallimard, 1994. Contact : gael.georges.moullec@gmail.com

42. En 1943, les prisonniers du GULAG recevaient une ration comparable à celle des prisonniers du GUPVI avec, en particulier, une quantité de pain, de viande et de poisson identique. Voir : N. V. PETROV, « *Istoriâ imperii GULAG* », chap. 10 : <http://www.pseudology.org/GULAG/Glava10.htm>

43. V. N. ZEMSKOV, « *Statističeskij labirint. Obšaâ čislennost' sovetskih voennoplennyh i masštaby ih smertnosti* », *Rossijskaâ istoriâ*, 2011, n° 3, p. 22-32.